

Mardi 19 février 2019 à Vallet

## GRAND DEBAT NATIONAL : l'organisation de l'Etat et des services publics

Communes de Vallet, le Pallet, Mouzillon, La Chapelle-Heulin, La Remaudière et La Regrippière



### Bonsoir à tous. Cécile, la quarantaine de Vallet.

En voulant préparer mon allocution j'ai mal identifié le thème « l'organisation de l'État », je pensais que cela désignait l'État français, le nombre de parlementaires, le rôle, etc. Encore une fois si on n'est pas curieux on ne comprend rien. Le thème d'aujourd'hui on ne sait plus quelles missions sont rattachées aux collectivités territoriales, si j'ai bien compris en résumant, la région fait des projets, le département des plans, l'intercommunalité fait des programmes des actions. En attendant on attend la lenteur administrative. pour des résultats plus rapides et efficaces, il faut plus d'agents compétents au niveau intercommunalité et assurément moins au niveau de la région et du département.

L'intercommunalité devrait pouvoir prendre plus de décisions sans passer par l'aval de la région et du département.

Je rajouterais que je suis pour faciliter le licenciement des agents du service public lorsqu'ils sont incompetents.

Maintenant les services publics. Le premier mot qui me vient est : inégalité. Je vais donner des exemples. Soyez hospitalisé, observez, vous comprendrez. Votre enfant est collégien dans un établissement privé il doit poursuivre ses études dans le public, bon courage. Vous voulez un passeport vous vous y prenez 4 mois à l'avance, vous fait tout bien avec les rendez-vous à prendre sur internet, oups les créneaux horaires sont limités, pas de passeport attends mais en gueulant, certains y arrivent. Vous devez développer votre entreprise en construisant un bâtiment par exemple, il vous faudra beaucoup de patience une bonne trésorerie et un bon réseau privé sinon vous mettez la clé sous la porte.

Le service public n'est pas à la hauteur sur l'aide et le conseil du développement économique. S'il existe, il est incompréhensible et inadapté.

Les démarches sont très longues et complexes. Les services publics d'aujourd'hui sont dictés par l'Europe et non l'état français je laisse ce suspicieux sujet aux prochains intervenants. Merci.

*Merci beaucoup. Allez-y la soirée est pour vous.*

**Jean-Yves..., retraité valletais.**

Chaque année, la cour des comptes et cour régionale publient leurs rapports. Elles fournissent un excellent travail avec moult détails et recommandations qui ne sont malheureusement pas mise en application. Je propose donc que les cours des comptes disposent de moyens coercitifs leurs permettant d'appliquer leurs arrêts, j'entends par là moyens financiers, amende, pénalité pour les moyens humain, licenciement, mutation.

Autre proposition nos finances actuelles avec le déficit que l'on connaît et le train de vie de l'État ne nous permettent pas de renationaliser les sociétés d'autoroutes.

Mais je propose la non reconduction de cette dite concession arrivant à leurs échéances.

Autre proposition je propose de vendre les participations de l'état dans air France et dans Renault. Fabriquer, vendre des voitures et transporter des hommes d'affaires ou des touristes ne me paraît pas faire partie les fonctions régaliennes de la France.

J'aurais d'autres points. Mais je laisse la parole à d'autres personnes.

*Merci. Qui veut prendre la parole ? pour ce qui étaient t déjà là à la précédente réunion on a fixé à 2 minutes le temps d'intervention pour ne pas bloquer une partie de la soirée.*

**Bonjour à tous Virginie de Haute-Goulaine 54 ans.**

C'est une situation personnelle qui a été très éprouvante qui m'a fait pencher sur la profession de notaire donc je demande une réforme urgente sur cette profession qui entretient un mélange des genres néfaste pour les usagers.

Alors cette profession et au cœur d'un conflit d'intérêts en bénéficiant d'un statut d'officier public avec la liberté de faire des affaires comme tout autre profession libérale.

En fait les notaires ont à la fois une mission de service public avec la collecte des impôts sur les ventes, les successions, authentications des actes sous la tutelle du ministère de la justice et en même temps ils se comportent en hommes d'affaires avisés, agents immobiliers, gestion de patrimoine, compétences dans le montage de sociétés.

Alors faites la requête internet suivante : « notaire et optimisation fiscale » alors vous aurez la surprise de constater le nombre de réponse.

Donc aujourd'hui si je présente ces demandes c'est que j'ai eu une expérience éprouvante et j'ai une réelle défiance par rapport aux institutions. Je n'ai pas confiance dans l'institution judiciaire et dans les notaires en général et ça, ça vient d'une succession qui a duré des années, la succession de mes grands-parents a duré 13 ans donc ça a été très difficile pour moi, pour ma mère, car ma mère était âgée et je l'ai dit, c'était vraiment très difficile c'est très personnel. Moi, de mon côté tout me laisse à penser que la profession délaisse les dossiers qui sont les moins rémunérateurs au profit de ce qui leur rapportent plus.

Vous connaissez peut-être le revenu d'un notaire, ça va vous faire bondir, plus de 13000 € net mensuel. Je prends le salaire médian, autour de 220000 € annuel donc cet argent leur confère énormément de

pouvoir, beaucoup trop pouvoir. Les professionnels se serrent les coudes et disposent d'une cagnotte énorme Unofi qui capitalise plus de deux milliards d'euros.

Le notaire est gestionnaire de patrimoine et ne faut-il pas privilégier les héritiers qui ont des situations plus avantageuses pour servir leurs propres intérêts ?

Il y a un manque de contrôle des études notariales par une autorité indépendante et efficace, et aussi la difficulté d'intenter une action en justice contre un notaire.

Nous, on a eu à faire à la justice, mais on se rend compte que les décisions de justice peuvent être injustes et contraires au code civil. Par exemple, les frais funéraires n'ont pas été acceptés dans le calcul de la succession, ça c'est une décision du TGI de Nantes.

C'est complètement contraire au code civil. Heureusement la cour d'appel a rétabli et a fait intégrer ces frais.

Actuellement, la succession, le partage est terminé depuis 2017, mais qu'est-ce que ça veut dire terminé ? Car actuellement les meubles ne sont pas partagés et les notaires retiennent une partie des intérêts des fonds qui sont restés pendant une dizaine d'années et plus sur les comptes. Je me trouve donc dans cette situation. Et je ressens le mépris car j'ai eu à faire directement au notaire et en fait il y a eu de l'intimidation de sa part et également par rapport à cette somme qui reste, qui est une dette car normalement quand l'argent est confié à un notaire il y a des intérêts qui sont produits à hauteur de 1 % et le notaire a dit « 1% qu'est-ce que c'est ? » Mais bon sur 10000 € vous voyez ce que ça fait sur 10 ans, ça représente quelque chose. Alors je demande la séparation radicale entre les missions de service public et l'activité lucrative de vente, de gestion de patrimoine pour mettre fin au conflit d'intérêt. Que la profession prenne position pour exercer l'une ou l'autre ou demander au ministère de la justice de retirer le mandat de service public, que l'accès au fichier immobilier soit public, et de lourdes sanctions appliquées lorsque les notaires font preuve d'inertie ou quand ils agissent de façon contraire à l'éthique de leur profession.

15 :04

*Merci. Nouvelle intervention. Vous êtes super sage ce soir. Oui, juste devant.*

**Bonsoir, Jessica, 34 ans, de Vallet.** Moi, je suis pour la réorganisation de la fonction policière.

Nous les gilets jaunes, cela fait 4 weekends qu'on manifeste, certes vous regardez peut-être ce que l'on vous retranscrit à la télé, mais il faut savoir que les premières manifestations il n'y a eu aucune violence de notre part. ce qu'il faut savoir, c'est que la réorganisation de la fonction policière, c'est qu'à la base ils sont là pour nous protéger. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. En décembre, il y a quand même eu de 170 lanceurs de lacrymo qui ont été achetés par notre gouvernement, 180 de LBD. C'est ce qui engendre aujourd'hui. J'en tremble, je suis assez choquée de ce que je vois tous les weekends. Ce qu'il faut savoir, c'est que les lacrymos provoquent des détresses respiratoires, infections pulmonaires, dépressions, douleurs musculaires, brûlures à la gorge, à la peau, dérèglements pour les femmes, insomnies, sans parler des LBD qui provoquent des blessures qui peuvent engendrer de gros impacts. Il faut savoir qu'en mai 68, monsieur Maurice Grimaud le préfet de police de Paris, a écrit une lettre à

chacun de ces policiers en marquant « frapper un manifestant à terre c'est se frapper soi-même en apparaissant sous un jour qui atteint la fonction policière ».

Et il a aussi écrit, pour une prise de conscience, toutes les fois qu'une violence illégitime est commise contre un manifestant, c'est une dizaine de ses camarades qui souhaite se venger. Aujourd'hui, s'il y a autant de violences c'est parce qu'on a subi des violences policières. Il y a des baqueux qui sont cachés dans les rues, qui sont là pour nous matraquer que ça soit femme ou homme. Il y a eu 5 semaines de cela, on a fait une manifestation, on a mis des femmes devant, ils n'ont pas hésité à nous balancer des grenades d'encerclement dans les jambes. Ce weekend, on a eu une trentaine de lacrymos qui ont été jetées sur nous. Il faut savoir qu'on n'a rien sur nous, on n'a rien pour se battre, on a juste un casque qui est confisqué, des lunettes de piscine et un masque pour respirer qu'on se fait confisquer. Aujourd'hui, on est choqué de notre Etat qui nous traite comme des bêtes, c'est tout.

(17 :55)

*Une autre intervention sur le thème ?*

**Merci. Bonsoir, Adrien, gilet jaune de Vallet.** Puisqu'on en est au chapitre policier, je me suis rappelé qu'il y a quelques années, il y a un bouquin qui est paru de Didier Fassin, sociologue, qui a passé 2 ans en compagnie de brigade anticriminalité de je ne sais plus où, et qui brossait un portrait complètement affligeant. En tant que profane, on a un peu la représentation d'une unité de cowboys et bien il se trouve que c'est sociologiquement prouvé en fait après une enquête de 2 ans. Par exemple, vous avez des mecs qui se baladent avec des écussons, vous avez une barre d'immeuble avec cible, la barre d'immeuble au milieu d'une cible, ça donne vraiment le ton, je trouve.

L'autre jour, j'ai vu un article dans Le Ouest-France qui montrait qu'il y avait un baqueur de Nantes qui se baladait avec, derrière son casque, un autocollant marqué « le gang le plus dangereux en ville ». Voilà, c'est ça nos forces de l'ordre, bref, qu'est-ce que je voulais dire, pas grand-chose si ce n'est le pire c'est que ce genre d'unité est contre-productive en termes de maintien de l'ordre, qu'il serait peut-être temps de changer cela. Quoi d'autre, ah oui en termes d'armement c'est assez drôle aussi la France est le seul pays à utiliser des grenades gf4 dans le cadre du maintien de l'ordre. Tous les autres pays, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre se servent uniquement de matraques et de gaz lacrymogènes et de canons à eau, alors je ne sais pas si ce sont nos policiers à nous qui sont moins compétents mais en tout cas voilà, les autres pays s'en sortent très bien, les manifestations ne sont pas moins violentes donc il y a un gros problème au niveau de la doctrine du maintien d'ordre.

Alors, malheureusement, on ne peut pas changer ça en plein mouvement social. Je peux le comprendre. Mais il serait peut-être grand temps de le changer car la violence appelle la violence et je n'avais aucun problème avec les forces de l'ordre avant de manifester contre la loi travail et aujourd'hui je n'ai qu'une envie, c'est d'en coller une à tous ces mecs qui nous braquent avec des LBD.

L'autre jour, j'ai une grenade, je crois que c'est une grenade gf4, qui a explosé à mes pieds, ça ne m'a pas donné envie de rentrer chez moi, ça m'a juste donné envie de rentrer dans le tas. Pourtant je ne suis pas quelqu'un de violent, au contraire je pense, à peu près comme tout le monde et quand on

m'agresse au bout d'un moment, j'ai qu'une envie c'est de répliquer. Un jour peut-être que ça viendra d'ailleurs, méfiez-vous dans le fond.

Je voulais juste donner la référence de l'ouvrage, je cite mes sources moi, Didier Fassin, cela s'appelle la force de l'ordre et le sous-titre, je crois que c'est une anthropologie de police de quartier. C'est paru en 2011.

*Avez-vous un autre sujet à évoquer ?*

Moi, je voulais parler des services publics qui régressent, on ferme La poste, on n'a plus d'accès au guichet de la SNCF, beaucoup de personnes âgées ne peuvent plus se rendre dans ces services-là. Autrement, pour l'hôpital, il y a de moins en moins de personnel, on voit que c'est l'argent qui compte d'abord, le service public n'est pas au service du public mais au service de l'argent. Voilà ce que j'avais à dire.

(22 :28)

**Dominique.** Alors moi, je n'ai pas préparé comme l'autre fois, car j'étais resté sur l'ancien thème de la première annonce. Enfin, j'ai quand même des choses à dire sur l'organisation de l'État. Il y a des services et des domaines où, effectivement, on a besoin de fonctionnaires de l'État. Par exemple, l'armée pour la défense, le recouvrement des impôts, la police, la justice. Mais, qu'est-ce qui empêche de décentraliser la gestion, par exemple, de pôle emploi. Décentraliser par région, qu'est-ce qui empêche de décentraliser la sécu. Imaginer la sécu décentralisée, on entend dire régulièrement que la sécu est en déficit. Imaginer une sécu décentralisée, on verrait tout de suite des régions où on constaterait un fort taux de fraude à la sécu, et des régions qui seraient bien gérées. Imaginer le ministère de l'Éducation décentralisé, géré par les régions. On aurait des secteurs où les régions innoveraient et on verrait des secteurs où ça marche et des régions où ça ne marche pas. Au lieu de ça, on a une éducation qui est, sans parler de qualifier de mammoth, mais qui est un super tanker auquel on ne peut pas faire faire une évolution ni à gauche ni à droite. Quand je dis décentraliser la sécu, décentraliser la santé, décentraliser l'éducation, décentraliser les transports, évidemment pour l'éducation et pour les autres ça suppose que l'État a quand même son rôle à jouer au niveau des directives, des programmes. Mais pour la mise en œuvre, et je vais jusqu'à dire pour la gestion des personnes, qu'est-ce qui oblige que ce soit l'État. Les fonctionnaires se plaignent qu'ils ne sont pas assez payés, moi je n'en sais rien, mais ce que je constate c'est qu'en général il y a beaucoup trop car j'en connais des fonctionnaires qui travaillent dans des gros trucs et se plaignent qu'ils ne sont pas reconnus, que parfois, ils n'ont pas beaucoup de boulot alors qu'en réalité ils sont dans un truc qui n'est pas à taille humaine. Tout ça, pour moi, cela veut dire que si on décentralisait, si les gens travaillaient plus près, s'ils avaient des interlocuteurs plus proches, on pourrait espérer un changement. Le problème de la sécu, ce n'est pas seulement qu'ils sont submergés mais qui est responsable ? il n'y a pas de responsable. Imaginez les transports décentralisés, enfin je ne peux pas imaginer une gestion de

l'écotaxe aussi minable qu'elle a été. Si une région ne veut pas mettre en place l'écotaxe, elle ne la met pas en place, elle n'a pas les recettes de l'écotaxe et s'occupe des routes. Si des régions considèrent que les routes coûtent trop cher, elles mettent en place l'écotaxe. Bref, une décentralisation, une vraie décentralisation. Qu'ils aillent beaucoup plus loin avec beaucoup moins de personnes ayant le statut de fonctionnaire, ce qui pourrait se traduire la plupart du temps par des avantages.

*Merci.*

Bon, alors, on ne va pas du tout être d'accord. Moi, je suis pour la recentralisation totale.

Et de stopper cette décentralisation qui est complètement..., c'est-à-dire que l'on va avoir Paris après on va avoir le Nord-Pas-de-Calais, après on va avoir toute la diagonale du vide... donc ces régions-là auront rien ou quasi rien par rapport à d'autres régions. Donc on aura un service public à 2, 3, 4, 5 vitesses donc pour moi le service public doit fournir aux citoyens, quel que soit son lieu de résidence les mêmes services qu'il soit en Creuse ou dans le 16e à Paris.

Je suis pour la recentralisation, pour qu'il y ait des postes là où il y avait des postes avant, pour que dans les hôpitaux, on dit qu'ils ne sont pas rentables, alors la notion de rentabilité dans la santé on peut en discuter, mais ça ferait l'objet d'une soirée entière... dans les hôpitaux, en fait, il y a beaucoup de compétences qui sont parties vers les cliniques, effectivement plus rentables pour le coup. Dans les hôpitaux, on se retrouve avec les urgences, la gériatrie, avec des choses qui par essence ne peuvent pas être rentables, donc obligatoirement, il y a un problème. Et encore, la rentabilité reste à discuter. Ce qui fait qu'on a mis dans les hôpitaux, des administratifs qui gèrent les comptes là où les médecins auparavant s'occupent de ces établissements, ce qui est la base. Il y a de nombreuses suppressions de postes qui font que, je ne sais pas où vous voyez des fonctionnaires qui s'ennuient, mais dans les hôpitaux, ils ne s'ennuient pas vraiment. Dans le maintien de l'ordre, ils ne s'ennuient pas trop en ce moment non plus.

À l'école, ils ne s'ennuient pas non plus beaucoup quand il y a des classes à 32-33 élèves par classe, même en maternelle.

Par rapport au recouvrement de l'impôt, je suis d'accord que c'est quelque chose d'important et qu'au lieu d'enlever des agents au service des impôts pour aller chercher là où il est c'est argent, c'est-à-dire chez les évadés fiscaux, il devrait mieux au contraire, d'investir, de recruter des agents du fisc qu'ils fassent enfin le travail d'aller récupérer les 85 milliards qui traînent chez les évadés fiscaux. Parce que pour en revenir à ce fameux questionnaire, quand on nous dit « si vous rencontrez des difficultés pour effectuer vos démarches administratives, de quel accompagnement souhaiteriez-vous bénéficier ? ». Mais le problème, et c'est pour ça qu'on est là, on ne demande pas obligatoirement d'aller sur internet. Moi, personnellement, je me débrouille mais là où j'habite, il y a des personnes âgées qui ont des problèmes de santé et qui avaient la poste à côté, qui sont obligées de demander à des voisins, quand ils travaillent donc c'est le soir, donc c'est fermé, il faut attendre le samedi pour pouvoir l'emmener en

voiture jusqu'à la poste. Et ces gens-là ne sont pas à l'aise pour revenir sur le sujet avec l'informatique et on ne demande pas d'accompagnement on demande juste de redéployer les services publics, là où ils étaient jusqu'à présent, c'est-à-dire quel que soit le lieu, on a le droit d'avoir une poste, d'avoir une gare, on a le droit de pouvoir acheter son billet de train dans une gare si on prend au dernier moment, on a le droit de pouvoir acheter son billet de train dans le train, ce qui a priori ne va plus être possible. Donc voilà, le mouvement des gilets jaunes c'est aussi ça, la désertification des zones rurales, l'abandon de cette population qui n'a plus de services publics, plus de police, des écoles qui ferment.

Si on savait qu'on n'était pas 5, 6, 7ème pays le plus riche du monde, qu'on n'avait pas 85 milliards à aller chercher chez les voleurs, on pourrait dire, bon bah il faut se faire une raison, on fait 100 km pour aller accoucher, il n'y a pas le choix, ou accoucher dans une voiture, il faut prendre des cours d'accouchement, je ne sais pas, mais l'argent, il est là. C'est juste qu'on ne le prend pas là où il est et après on nous dit il faut se serrer la ceinture. Mais les gens, ils voient ce qu'il se passe, ils voient les gens qui se gavent, ils voient les services publics qui créent de l'inégalité, des droits disparaître partout. Donc la réorganisation de l'État doit se réinvestir dans les services publics en récupérant l'argent dont on a besoin pour le faire.

*Merci.*

Moi, je suis tout à fait d'accord avec toi. Il faut augmenter les effectifs des services de santé, services hospitaliers, les écoles, les maisons de retraite.

Grâce aux gilets jaunes, on a pu communiquer avec différentes personnes qui travaillent dans ces services-là, et pour moi il faudrait ouvrir plus de places au niveau des concours. Il n'y a pas assez de places qui sont ouvertes, pourtant il y a beaucoup de personnes qui souhaitent travailler dans ce domaine-là. C'est inadmissible d'avoir des aides-soignantes qui ont 3 minutes par chambre, de savoir que leur salaire est gelé depuis 3 ans, qu'ils ont des conditions de travail pénibles, qui sont baladés de service en service, et de voir qu'il y a encore des brancards dans les couloirs au niveau des services hospitaliers.

Pour les profs, ce n'est plus 32 ou 33 élèves par classe, c'est 35 maintenant avec la réforme du lycée donc on a de quoi s'occuper. Je suis prof.

Bonsoir Monsieur. J'ai entendu parler de 85 milliards d'euros d'évasion fiscale. Je voudrais savoir comment vous faites pour calculer l'évasion sachant que l'évasion n'est pas déclarée.

Il y a également l'optimisation, il faut quand même se rappeler que les frais de garde d'enfants font partie de l'optimisation fiscale. Après, pour tout ce qui est fonctionnaire, moi j'aurais bien envie de dire : alignez les agents fonctionnaires sur le privé. En faisant ça, on va augmenter le revenu, parce qu'effectivement, cela fait trop longtemps qu'ils sont gelés, on va également leur mettre des jours de carence, au même titre que le privé, et la fin de l'emploi à vie pour pouvoir leur demander du rendement. Certains travaillent énormément. Tout ce qui est force de l'ordre, santé manque de personnel, dans d'autres secteurs, je pense qu'il y a trop de personnel pour pas assez d'activité.

*Merci.*

Je me permets juste de répondre à l'interpellation. Les 85 milliards, c'est un chiffre qu'on entend de à peu près tout bord politique, donc ils ont l'air de s'accorder pas mal sur ce chiffre-là, même si effectivement je suis d'accord avec vous, par définition, c'est un peu difficile. Mais j'imagine qu'ils arrivent à estimer à peu près. Et quant à l'optimisation fiscale, on va sûrement, là non plus, pas être d'accord, mais je suis clairement pour revoir ces règles-là. Et quand on parle d'optimisation fiscale, on ne parle pas de la garde des enfants, on parle des riches qui ont des avocats, des comptables à leur disposition pour regarder l'alinéa 1.3, pour voir... mais là il faut repasser dedans et il faut mettre fin à ses optimisations fiscales pour ces gens-là. On n'a pas besoin de ça pour vivre dignement, il me semble.

**Bonsoir. Alain ... de Vallet, retraité.**

Pour revenir à la question d'évasion fiscale, c'est vrai que cela a été confirmé par Gérard Darmanin qu'il a bien reconnu, c'est lui-même qui avaient annoncé ce chiffre-là, donc ce n'est pas n'importe qui qui le dis. Ça a été annoncé plusieurs fois donc je pense que c'est vrai.

Au niveau du service public, c'est vrai qu'on est un pays le plus taxé au monde et quand on voit qu'on est prêt à 48 %, on regarde le service public depuis des années et toujours autant de taxe et ça ne va pas en s'améliorant, on a beau dire, on met beaucoup d'argent dans l'armement, l'insécurité qui coûte très cher, donc on voudrait bien avoir un bilan de tout ça quand on voit l'armée, cet argent fou, on met un pognon de dingue comme dirait monsieur Macron, c'est sûr qu'il faut une défense mais tout cet argent-là, on ne peut pas le mettre ailleurs. Quand on parle de fraude, moi aussi j'ai vu qu'il y avait de la fraude chez les professionnels de santé, qui représentait à l'époque 15 milliards. Car même les hôpitaux ont du mal, ils sont obligés de faire des actes qu'ils ne pratiquent pas pour survivre car il y a un manque de moyens. Donc, il y a de la fraude de ce côté-là, c'est reconnu par les pharmaciens, dans beaucoup de domaines. On se dit, à un moment donné, il faut des contrôles. Tout ce qui est de la santé, cela devrait être contrôlé. on parle des fonctionnaires d'État, quand on voit les salaires qu'ils touchent,



moi j'ai entendu parler de 10000 € par mois pour un coiffeur pour les frais de maquillage etc. Les gens, ils travaillent et ils rentrent déjà avec 6000 € par rapport à un maire, ils sont largement payés. Ça a même été avoué par certains qui ont travaillé... des fonctionnaires d'État, pour amener d'un papier d'un bureau à un autre, ce n'est pas non plus des boulots super difficiles, on se demande où il y a quand même de l'argent, on paye grassement au niveau de l'État.

On voit des primes de nuit à 2300 € alors qu'ils dormaient chez eux, c'est rentré dans les mœurs, c'est comme ça depuis des années. il y a eu la crise en 2008, on a parlé de ça, on reparle de la cour des comptes, quand on analyse et qu'on voit ce qui a été fait en 2012, on a l'impression que la crise ce n'est pas pour tout le monde la même, à l'époque de Monsieur Sarkozy, c'était comme ça aussi on avait le sommet méditerranéen à 5000 € le repas et c'est vrai, je l'ai imprimé sur internet, c'est pas des bobards, il y a de l'argent qui est dépensé en pleine crise, ils ne se sont jamais gênés et les ministres qui dépendent de l'argent pour des frais de taxis, des sommes de téléphone, et après on cherche de l'argent pour le service public. On se dit c'est quoi le problème il est où, on sait qu'il y a un déficit, il faut le combler, il ne faut pas que cela soit au détriment des besoins pour les hôpitaux, pour les écoles, dans beaucoup de domaines il y a des choix à faire, ça c'est sûr, on remet l'argent là où on le dépense, il faudrait se fier aussi aux rapports de la cour des comptes. J'ai regardé tout ce qu'ils mettaient. Quand on voit les Allemands, les pays nordiques, qui voient le train de vie de l'État français, ils se disent non mais attendez, avec les avions, les falcons et tout le tralala, Merkel elle se déplacer pas comme ça. Ses voyages, elle les paye, nous on est en France, on a la carte bleue un peu trop facile, on a vu tous les ministres à l'époque, ce qu'ils dépensaient, ils ne sont pas trop regardants. On a besoin d'argent et franchement il faudrait être exemplaire de ce côté-là, donc il faut faire beaucoup d'efforts mais qu'ils montrent de leur côté qu'ils soient déjà fiables et qu'ils montrent l'exemple. Jusqu'à présent j'ai toujours voté depuis l'âge de 18 ans mais aux dernières présidentielles, je n'ai pas voté, je ne donne plus de chèque en blanc, j'irai voter pour les municipales. Maintenant, je suis déçu. Depuis 30 ans je vote, mais maintenant c'est terminé, je suis déçu de voir cette politique que l'on pleure tout le temps et on voit ce que ça donne. Il y a de l'argent qui est dépensé, il faut analyser vraiment il faut qu'on se serre les coudes quand on a besoin d'argent on ne dépense pas de l'argent pour les fenêtres comme il faut regarder la cour des comptes sur internet de telle année à telle année. Quand on voyait madame Carla bruni qui dépensait 800 € de fleurs par jour, elle se faisait plaisir. Madame Chirac, c'était pareil. L'État il n'y a pas d'argent mais il faut regarder les dépenses et se dire « qu'est-ce qui se passe ? dans quel monde on vit ? ». Moi, je veux bien payer si je vois que ça évolue chaque année au moins je payerais pour quelque chose. Ça fait des années qu'on paye et ça régresse, ça ne sert à rien.

Si encore je payais, il y aurait moins de chômage, les services publics, ça augmente, ça évolue dans le bon sens, je comprendrais. Là, je ne comprends plus, on paye et finalement ça régresse. Ce n'est pas possible. De ce côté-là, il y a beaucoup à faire, beaucoup à dire.

*Merci.*

**Gérard, je suis retraité.** Sur le chiffre des niches fiscales, je crois que c'est écrit partout, c'est 14 et 15 milliards. Là-dedans, il y a aussi bien de l'aide pour des bateaux de plaisance pour ceux qui ont les moyens, pour des revenus aux normes, enfin pour des dépenses de luxe énormes ; et à côté, il y a une aide fiscale pour des foyers au niveau de la garde des enfants et des services qui sont utiles. Donc en gros, je crois qu'il y a entre 9 et 10 milliards qui sont monopolisés par 9 % des plus riches. Et ça, ce n'est pas de l'aide sociale aux enfants, c'est uniquement du luxe à la consommation et de dépenses. Donc, on a 10 milliards de trop, et vous avez pu écouter comme moi, quand les membres du gouvernement remuent ça avec le président, il se font taclés. Ne nous laissons pas embarquer sur n'importe quoi. La partie de niche fiscale qui est utile socialement, il faut trouver le système qui soit équitable et puis tout le peuple en bénéficiera. Il y a quand même un solde de 10 milliards qui serait mieux utilisé pour aider les plus modestes donc ne confondons pas tout.

Il y a un autre aspect qui me paraît important, car on parle de finances et d'organisation financière, c'est que la banque européenne a distribué depuis, je crois 3 ans, depuis les histoires de la crise, après la crise, elle a donné des liquidités pour que ça facilite l'économie. Et la banque européenne, au lieu de donner à l'économie en direct, « ah bah non il ne faut pas que ça passe, il faut que ça passe par les banques, il faut leur faire faire un circuit à ces milliards ». Je ne sais plus combien c'est, 2 milliards par mois, et ça fait une masse d'argent qui se balade, mais non pas pour les services des entreprises puisque les banques arbitrent : « non ça, ça ne m'intéresse pas mais j'ai un meilleur placement dans des fonds de placement dans toutes les grosses banques », en tout, des circuits pour rentabiliser un argent qui ne leur coûte pas cher auprès de la banque européenne et puis de se faire des profits là-dessus. L'entreprise, après, on lui dit « ah bah non les entreprises sont mal financées, on n'a pas eu assez de financement » il y a des projets qui sont refusés, ce n'est pas étonnant à fonctionner comme ça ce ne sont pas les banquiers qui doivent être au premier rang. Au niveau des entreprises, il y a beaucoup de verrouillage qui se fait par l'intermédiaire des banques et on pourrait trouver un service pour justement vraiment canaliser cet argent qui au moins relancerait l'économie.

Donc, tout ça, c'est vraiment une organisation qui pourrait se faire... Vous avez vu comment les Grecs ont été verrouillés par un plan d'austérité, et là on laisse filer l'argent. Même madame Lagarde que j'ai citée à l'autre réunion qui est au FMI, elle a dit « attention, à balader de l'argent comme ça, une bulle financière qui ne s'investit pas dans la production réelle, c'est très dangereux ». Ce n'est plus la planche à billets qui marche c'est uniquement le compte Dupont à la banque Durand et ainsi de suite. Et comme ça, il y a des fortunes qui se font à l'insu des pouvoirs politiques et ça les grands responsables européens et nationaux sont vraiment responsables.

Un autre point qui touche à l'organisation économique, c'est le fait que depuis les années 60-70, l'aménagement du territoire, qui était autrefois un service d'état, il y avait une agence nationale d'aménagement du territoire il y avait la DATAR dans l'Ouest, et qui justement, canalisait l'implantation des entreprises pour que ce ne soit pas « au plus fort la poche ». L'aménagement du territoire, vous en avez entendu parler récemment, ce sont les métropoles, les villes puissantes qui s'accaparent les industriels, les entreprises qui font aussi du dumping pour payer moins de taxes et c'est l'anarchie la plus complète. Et on fait grossir les métropoles, on vide la diagonale, et on ne peut pas dire qu'après

ces gens-là ils devront gérer l'argent de leur commune, de leur région, avec les foyers fiscaux qu'il y a. On leur enlève tout et il n'y a plus que la poste et l'école qui restent et en plus on veut leur enlever. (47 :07)

Donc, on a déséquilibré, ça a été peu abordé dans le débat national, mais l'aménagement du territoire, les problèmes d'éloignement, ils sont inscrits dans la façon dont-on a fait le développement économique pendant les 20 ou 30 dernières années. Et puis avec le gouvernement actuel, ça ne prend pas le chemin actuel d'une régulation. Ils vont simplement faire enterrer l'entreprise, bah non elle ne peut pas être prise, c'est tout. Ils n'essayent pas d'en implanter à nouveau. Pour un chiffre, Nantes, qui est déjà surchargée sur son périphérique, vise 15 à 25000 à habitants et bien il y a 55000 personnes qui entrent dedans tous les jours, et il y a 15000 qui en sortent donc ça veut dire que l'équilibre du travail il est à l'intérieur, et si vous ne pouvez pas vous loger, vous allez à l'extérieur et vous payez votre carburant et vos frais de voiture.

Donc, c'est au niveau de l'aménagement qu'il y a eu un abandon complet vraiment des prérogatives de l'État et ça a des répercussions énormes.

*On dévie un tout petit peu. On revient sur l'aspect financier qu'on a abordé à la réunion précédente. J'aimerais bien vous entendre sur l'organisation de l'État et des services publics car vous le savez, vous avez parlé de l'agglomération nantaise. Il y a le pays, il y a la com com, il y a le développement économique... je n'ai pas intervenir dessus, mais vous n'avez peut-être pas toutes les données. Il y a également les communes, c'est là-dessus que je voudrais vous entendre. Qu'est-ce que vous aimeriez avoir comme service proche de chez vous ? de proximité ? car là ? on ne parle que des choses au niveau national, alors ce qui nous intéresserait aussi c'est d'avoir votre ressenti, on parle beaucoup de com com, de communes, mais c'est là-dessus qu'on aimerait vous entendre ce soir. C'est ça le débat, tout ce que j'ai entendu, je l'ai entendu la semaine dernière. Désolé de vous le dire comme ça mais c'est ça, je pense qu'il faut qu'on revienne sur le sujet principal : les services publics au niveau de nos collectivités. Je ne devrais pas prendre la parole mais il faut recadrer le débat. On parle beaucoup de service public en disant il y a moins de service public, mais justement, quels sont les services publics que vous avez besoin chez nous ? c'est ça.*

*je peux vous dire que les élus qui sont présents se bagarrent pour ça, donc qu'est-ce qu'il faut faire ? qu'est-ce qu'il nous manque pour éviter ces déplacements à la métropole nantaise ? est-ce qu'on a le système de santé ? c'est là-dessus qu'on aimerait avoir vos propositions pour moi et si j'en juge je ne suis pas là pour défendre, je suis là pour représenter la demande du président de la République pour faire ce débat, je ne dois pas prendre la parole mais je la prends car il faut qu'on recadre le sujet dessus. C'est important. La partie financière, on l'a entendu la semaine dernière, on l'a beaucoup évoquée l'évasion fiscale et tout, mais je voudrais qu'on vous entende sur les services que vous aimeriez avoir chez nous, qui vous pénalisent, qui vous manquent. On a parlé tout à l'heure de l'informatique, on demande de plus en plus de dématérialisation, mais les communes ont besoin de certains services. Qu'est-ce qu'on pourrait proposer si c'est pour dénoncer ? dénoncer, c'est facile. Je peux vous tenir pendant 1h, pour vous dire ce qu'il ne va pas, mais qu'est-ce qu'on construit ? je voulais le dire car il faut qu'on revienne sur les priorités, les organisations, et à quel niveau on met le curseur. Est-ce que*

*c'est au niveau de la com com, du pays, au niveau des agglomérations, autour de la région, du département... c'est là-dessus qu'on a un débat à avoir, il y a peut-être une nébuleuse où la majorité des gens n'a pas toutes les données, par une incompréhension ou une mauvaise explication des élus en place dont nous faisons partie. Il ne faut pas qu'on se dédouane de certaines-responsabilités.*

Chez nous, à Vallet, on a un très bon exemple. On a le radiologue qui a fermé alors qu'on est une commune qui a 9000 habitants. Au jour d'aujourd'hui, nous sommes obligés d'aller jusqu'à Clisson. Vous allez me dire, Clisson c'est quoi, c'est 10 km. Mais, je pense que rien que ça, on aurait dû déjà avoir une aide pour garder notre radiologue.

*Là je peux vous répondre directement. On a tenté de le faire. Vous savez quel est le problème du radiologue ? il n'y a personne qui veut reprendre son activité. On l'a reçu directement en mairie de Vallet. il n'y a pas de candidat pour reprendre son établissement qui était rentable.*

Justement, je me permets de revenir sur ce qu'on disait tout à l'heure, on ouvrirait plus de places au niveau des places pour ouvrir des services publics pour éviter de fermer d'aller chercher à l'étranger.

Juste pour vous répondre, j'habite à Tillières. J'aimerais bien qu'il y ait une poste à Tillières tout simplement. Et pour rejoindre ce qu'a dit Grégory, qu'on ne vienne pas me dire qu'il n'y a pas d'argent pour ça. Il existe de l'argent, beaucoup d'argent, en France, pour ce genre de chose qui vont me servir à moi, à tout le monde. Donc il existe de l'argent pour ouvrir une poste à Tillières. Je veux une poste tout simplement. Rien ne peut justifier qu'il n'y a pas de poste à Tillières dans un bled comme Tillières, je suis désolé.

**Bonjour. Guillaume, gilet jaune de Cugand.** Donc, 2 petites choses. Je sais qu'on va recentrer le débat sur l'aspect local et les services publics ou l'organisation de l'État dans l'aspect local, mais juste une petite chose par rapport à ce qui a été dit tout à l'heure. On sent quand même l'ombre de la démagogie quand systématiquement il s'agit de faire des économies, on tape sur la veuve et l'orphelin, sur celui qui a du mal à toucher des allocations. 30 % du budget des allocations ne sont pas perçus car les démarches sont trop compliquées pour les obtenir et certaines personnes préfèrent dormir dans la rue ou mourir de faim par dignité car trop compliqué.

Maintenant, effectivement, il y a de l'argent sûrement qui est dilapidé. Il y a des chiffres de dingue, un pognon de dingue. C'est 180 millions en fraude aux allocations familiales. Mais ce n'est rien par rapport aux 14 milliards que les entreprises mettent de côté. Mais ça, on n'en parle jamais, on se démerde

toujours au niveau de l'opinion publique pour faire un focus sur ce pauvre voleur qui a pris un carambar et qui va se retrouver en prison alors qu'un Cahuzac, on ne sait plus, on en entend plus parler.

Je reviens sur l'aspect local, plus sur le débat, il serait bon, on parlait de la proportionnelle au niveau de l'élection nationale, ça serait intéressant de l'avoir aussi au niveau communal, local. Je pense, peut-être pas pour la commune de Vallet, vous me semblez pour le peu que j'ai pu échanger, participer à ce débat... mais je ne suis pas dans une commune qui a ce luxe et parfois des décisions sont prises sans qu'elles aient été ni expliquées ni proposées avant le mandat et appliquées sans même concertation. Le conseil municipal est là pour faire bonne figure et c'est bien malheureux. ce n'est pas un signe de bonne santé démocratique dans un pays.

Sur le rôle des parlementaires au niveau national, je et nous pensons qu'il serait bon d'avoir une commission citoyenne en charge d'en assurer la surveillance, tant pour assurer la bonne présence de ces parlementaires, que dans leur indépendance vis-à-vis des lobbies, que dans leurs dépenses dont a déjà pu évoquer l'aspect inconsideré pendant la crise. Nous sommes contre, en revanche, la diminution des parlementaires, nous pensons qu'une baisse substantielle de 177 députés ne produirait qu'une économie de 90 millions d'euros ayant à l'esprit qu'un rafale dont-on parlait tout à l'heure et son équipement, c'est presque le double, ou que le programme barracuda, ces magnifiques sous-marins, ce sera 9 milliards c'est-à-dire 100 fois plus.

Les quelques millions que représenteraient cette diminution, c'est-à-dire 0,024 % du budget de l'État c'est une belle panique dans l'organisation du parlement et des élections, et avec en prime une manipulation de circonstance pour favoriser le gouvernement en place, LREM en l'occurrence, et les villes au détriment des autres partis surtout les petits et les campagnes.

Nous ne doutons pas que la démocratie réelle serait à l'heure actuelle très affectée.

Concernant la classe politique actuelle...

*Je dois vous couper parce que demain soir c'est à l'ordre du jour vous allez nous le refaire demain soir.*

J'espère bien être là.

*Donc je vous le dis car vous sortez du sujet vous me dites je reviens sur votre sujet mais ce n'est pas le bon, changez de page.*

Même constat pour la commission nationale des cours de campagne et des financements politiques. Cette cour est actuellement inutile sinon trop inefficace. Elle n'a aucun pouvoir décisionnel, nous demandons à ce qu'une commission soit remplacée en sa direction renforcée dans son pouvoir de prérogative. Elle sera rattachée à la justice en complète transparence et en réelle dépendance et aura ainsi une capacité de jugement et de condamnation.

*Très bien merci. Madame vous souhaitez prendre la parole après je crois.*

**Bonsoir tout le monde. Je m'appelle Christiane, j'habite La Regrippière** et je suis heureuse retraitée. Ce que je trouve vraiment curieux, c'est que dans cette région, comme partout en France d'ailleurs, il n'y ait pas de transport public. On nous dit prenez la 2e voiture, laissez la vôtre au garage, vous ferez des économies d'essence, c'est bon pour le climat, c'est ceci, c'est cela. Mais comment faire pour se déplacer ? vous avez besoin d'aller à Clisson pour passer une radio, rien pour y aller. Vous avez besoin d'aller au Loroux-Bottreau, au service des finances, rien pour y aller. À la Regrippière, Monsieur le Maire a mis en place le car Lila mais ce n'est pas suffisant. Il faut le commander la veille au moins et je ne suis pas sûre que cela soit tous les jours. Mais en dehors de ça, il n'y a rien alors qu'il faudrait des transports publics un peu plus fréquents qui nous permettent d'aller et venir dans la journée. Un car pour Nantes, il y en a un le matin de bonne heure aux alentours de 7h et un grosso modo vers la même heure pour le retour. Si vous avez besoin d'aller à Nantes pour une heure ou deux, vous êtes obligé d'y passer la journée.

Cela me paraît être une priorité pour le transport.

Effectivement pour monter à Nantes vous avez un trajet aussi à 12h30.

Il part de Vallet j'en suis certaine et quand vous êtes à la Regrippière comment vous allez à Vallet ?

...

Oui allez-y.

le problème qu'évoque madame, c'est vrai que depuis le mois de juin à Vallet, il y a un service qui a été mis en place, qui s'appelle « les Serv-volants », c'est-à-dire que ce sont des chauffeurs bénévoles solidaires, dont je fais partie, c'est vrai qu'on emmène des gens comme ça, on a des référents, à peu près une vingtaine de bénévoles, pour aller au Loroux-Bottreau, à Clisson, à l'hôpital... j'ai emmené quelqu'un à Cholet, la dernière fois, j'ai attendu 1h, mais c'est gratuit. Ce n'est pas grand-chose ça ne représente pas... Mais il faut s'y prendre à l'avance, s'inscrire, c'est un service qui a été pratique et apprécié par les habitants. Moi, je le pratique régulièrement. On fait appel à des bénévoles, on emmène les gens au Pallet, au Loroux-Bottreau, chez le coiffeur, les rendez-vous médicaux, quoi que ce soit. Ça a été mis en place, je sais que ça plaît à beaucoup de gens, c'est un service pratique. Ah non, ce n'est pas un service d'état, ça vient en plus. Ce sont des petits services, c'est très bien, ce n'est pas l'idéal, ce n'est pas un service public, mais ça existe quand même.

Ce service là, ça serait peut-être un service à imaginer entre différentes communes et que cela soit un service public que ce ne soit pas des bénévoles qui le fassent.

*Ce service est relié par la communauté de Communes, juste pour votre information. Mais effectivement c'est appuyé par des bénévoles, mais ça a été relayé par la communauté de communes. Il y a une participation financière au kilomètre.*

Mais si vous n'avez pas de bénévoles comment vous faites marcher le service ?

*Pour l'instant ça fonctionne.*

Oui, mais s'il n'y a plus de bénévoles il n'y a plus de service.

*Oui c'est partout pareil c'est le chat qui se mord la queue.*

Oui, mais si c'est une personne embauchée par l'État le service sera toujours là.

...

**Je suis Ludovic.** Ça fait 15 ans que je travaille pour plusieurs services publics donc l'État met beaucoup de moyens dans tout ce qui est frais de santé. Je travaille au niveau de la sécurité sociale du Maine-et-Loire. On met des dispositifs pour des communes comme des MSAP, des maisons de service public, il y a une partie poste CAF, les agents en poste répondent à des questions de niveau 1 au niveau CAF, au niveau sécurité sociale, il y a plusieurs dispositifs dans plusieurs départements qui sont mis en place. La lourdeur administrative, c'est vrai que c'est assez lourd quand on veut faire quelque chose, un dossier CAF, etc. Donc, c'est vrai qu'on diminue les documents car on a des passerelles au niveau des différentes administrations. Donc tout est mis en place. Voilà, je pense qu'on est dans un état qui avance, c'est dur mais ça va faire bouger les administrations, mais il y a beaucoup de choses qui vont être faites dans les années à venir, comme les fusions des régimes, donc là au niveau du RSI, des régimes étudiants. Et demain, il n'y aura plus qu'un régime en France donc comme on va changer d'activités assez rapidement, beaucoup de jeunes changent d'activités rapidement, que ce soit dans le

régime agricole ou général, pour monter son entreprise... donc c'est vrai que l'État fait beaucoup de choses pour faire avancer la France et on est tombé dans un pays quand même où on a des soins, on est accueilli.

Je pense que l'on contribue, il ne faut pas penser qu'à soi, il faut penser à tout le monde, et puis on contribue...

Une preuve qu'il y en a qui pensent qu'à eux et qui ne sont pas philanthropes. Je vais vous dire pourquoi pour les associations depuis que l'ISF a été supprimé c'était une forme de niche fiscale. Ils pouvaient versés aux associations et maintenant comme à la limite ils n'ont plus à recourir à ça, car l'ISF est passé à la trappe, c'est la preuve que c'était juste pour payer moins d'impôts et ils ne vont pas aider l'autre. Je n'ai pas à stigmatiser non plus les riches mais je déduis ça.

Et à savoir qu'autrement, vis-à-vis des premiers de cordée, selon un rapport du crédit Suisse, cité par l'Obs, au 1er novembre, la France compte en 2018, 2 147 000 millionnaires, soit depuis l'arrivée de Emmanuel Macron aux affaires, 259000 heureux millionnaires de plus. Je ne pense pas qu'ils jouent tous à la Française des jeux ceux-là, qu'ils ont gagné.

La banque a calculé que c'était la plus forte progression du monde derrière les États-Unis. encore un effort et l'année prochaine on fera mieux que Trump.

Sinon, vis-à-vis de l'organisation de l'État, des postes comme ambassadrice des pôles pour Ségolène Royal, ça ne vous interpelle pas ça ?

De créer des postes comme ça, grassement payés, elle va de temps en temps au pôle Nord au milieu des pingouins... non mais, de qui se moque-t-on. Vous vous rappelez aussi de Macron qui s'était augmenter de 170 %, à savoir qu'il se fait auto augmenter sans concertation, là aussi il faudrait des concertations... Non, c'était Sarkozy pardon !

Pour le parallèle ça ferait passer de 10 € brut à 27 € brut, 170 pourcents, que la fête continue.

Au niveau des services publics, justement vous avez parlé de la CAF, moi je pense qu'il faudrait qu'on pense aux travailleurs. Quand on voit qu'au jour d'aujourd'hui, quelqu'un qui ne travaille pas par rapport à la CAF, vit aussi bien que quelqu'un qui a un SMIC et a le droit à rien. Je pense que là, il y aurait une valorisation à faire. On est une France d'assistés mais en même temps, le petit travailleur n'est pas aidé.

### **Bonsoir. Étienne, je suis gilet jaune sur le choletais.**

Pour rebondir un peu sur ce qui a été dit, c'est vrai, les petits travailleurs ne sont pas aidés. Moi, je ne suis pas un petit travailleur, je suis un petit chef d'entreprise. Donc en étant petit chef d'entreprise, c'est 0 € de subventions, ça c'est clair et net, ou alors il faut que je fasse des dizaines de milliers d'euros de dépenses pour pouvoir peut-être toucher 30 % de subventions. Mais de toute façon pour moi, c'est



totallement impossible. Alors ça fait 19 ans que je suis chef d'entreprise, je suis artisan, je peux aller sur le site de la CAF, si j'étais simple employé j'irais sur le site de la CAF, je vais pour essayer de toucher le RSA, je le touche sans problème, mais sans problème. Par contre, comme je suis un chef d'entreprise, un artisan, je suis considéré comme riche. C'est-à-dire qu'on ne regarde pas ce que je gagne, on regarde le chiffre d'affaires. Mais le chiffre d'affaires, ce n'est pas du tout ce que l'on gagne, c'est comme si un employé qui est vendeur en boulangerie, on va prendre en compte le chiffre d'affaires de la boulangerie... et bien non, moi je gagne moins cher qu'un RMIste et je n'ai pas le droit car je suis artisan, donc ils ne vont pas dire « toi tu vas gagner à l'année 6000 € » parce que 7000 € c'est à peu près la moyenne de ce que je gagne. Ils vont regarder « as-tu fait 6000 € de chiffre d'affaires » mais le chiffre d'affaires, ce n'est pas ce que l'on gagne. Avec ça, je paye 3000 € de RSI qui est une escroquerie totale. Le RSI, ils ont mis 6 mois à me rembourser 8 € de frais dentaires.

Et même dans le droit européen, c'est illégal. Mais il y a plein de choses comme ça par exemple, quand on parlait des préfets dans l'Antarctique, il y a à peu près 200 préfets en France qui sont payés et il y a 100 postes même pas. Donc on paye des personnes à rien faire comme le Juppé...

*Attendez, je vous coupe 30 secondes car vous sortez complètement du sujet. Ça c'est l'évocation de demain soir. Vous verrez demain soir, vous parlez de l'aspect politique mais c'est demain soir tous ces sujets-là seront évoqués. Revenons sur le sujet d'aujourd'hui.*

Alors en service public, il y a beaucoup trop de strates administratives, donc il y a la commune, l'inter commune, le canton, le pays, le département, etc. il y a beaucoup trop de choses donc ça fait des doublons, ça fait des dépenses supplémentaires. Il faudrait en supprimer facilement la moitié tout comme les administrations.

*Concrètement qu'est-ce que vous supprimeriez ? À votre niveau que voulez-vous supprimer ?*

Moi je n'aurais pas créé les communes nouvelles parce que les communes nouvelles éloignent l'administré de l'administration. Maintenant, je ne sais pas comment ça se passe sur Vallet. Sur mon secteur, il y a même des conseillers municipaux qui ne savent plus ce qui va être décidé parce que tout est décidé en bureau municipal de la nouvelle commune et ils ne sont là que pour avaliser les décisions et naturellement les administrés ne savent plus. Ils vont alors à la commune, ah bah non, ce n'est pas là, il faut aller à la nouvelle commune. Ils se déplacent, ils font 10-15 km, à bah non, il faut prendre rendez-vous, le rendez-vous est pour dans 3 semaines, 3 semaines après, il faut ramener tous les papiers, peut-être que 3 semaines plus tard etc., etc. c'est un micmac, un labyrinthe administratif aberrant.

C'est aberrant et il y a beaucoup de choses, de commissions Théodule, une commission au niveau de l'État, commission de sauvegarde des grenouilles en bas Berry, des choses comme ça où on nomme des copains et ça coûte de l'argent.

Voilà, ça fait 2 ans que j'ai déménagé mon entreprise, la chambre des métiers vient de se rendre compte que j'ai déménagé, alors que j'ai fait tout signaler. Alors pour changer 2 lignes sur l'adresse, ça coûte 200 €. 200 €... Et moi je suis à la fois artisan et commerçant, je paye tous les ans la taxe professionnelle. Pour que tout le monde comprenne la CFE, mais quel est leur service, mais à quoi ça sert pour un petit... pour un gros, oui il accourt. Pour un petit, à quoi sert une chambre de métiers, une CCI ? à rien. Ils nous envoient, de temps en temps des invitations, pour une rencontre à 16h, ah bon... la chambre de commerce ne sais pas qu'à 16h, nous on bosse. Mais ça je leur ai dit, je leur ai dit, quand je les ai eus au téléphone « vous ne servez à rien ». Depuis 19 ans, je paye pour des administrations qui ne servent à rien pour les petits entrepreneurs, et pour les gros alors là, eux ils ont tout ce qu'il faut comme employés, donc ils peuvent laisser l'entreprise fonctionner. Moi, si je veux aller faire une formation à la chambre des métiers, aller à une réunion, ou même aller à une assemblée générale, il faut que je ferme. Donc si je ferme, je n'ai pas de chiffre d'affaires et je perds le chiffre d'affaires de ceux qui vont se casser le nez à l'entreprise. Ce sont des gens qui ne servent strictement à rien. Les CCI, chambre de métiers, commission Théodule, il y a la moitié des préfets qui peuvent être viré.

*L'organisation de l'État c'est entre guillemets les différentes strates et qui existent demain on va parler sur la démocratie et la citoyenneté demain c'est les élu le président de la République les ministre secrétaire d'État les députés. L'administration.*

Il y aura Sophie Errante ?

*Je ne sais pas je ne peux pas vous répondre.*

*Son emploi du temps doit être trop chargé... oui, allez-y.*

#### **Yannick des gilets jaunes du secteur de Vallet.**

Vous nous dites de parler de l'organisation de l'État, des services publics, mais le problème est plus grand que ça. Vous vous êtes aperçu que l'on revient toujours sur le même problème, c'est les difficultés des Français à vivre. Nous ce qu'on veut c'est prendre l'argent où il est, pas prendre l'argent où il n'y en a pas, où il y en a peu, c'est encourager le pouvoir d'achat, c'est tout ce qui est ce soir au programme qui ne peut pas coller avec la demande de la population actuelle, vous comprenez.

*Je comprends tout à fait. La seule chose que je peux vous dire, c'est quand on s'est rencontré, j'ai pris un engagement en présence des forces de l'ordre, vous savez quand il y avait l'opération de déménagement du site où vous étiez. Je m'étais engagé auprès de vous d'organiser des réunions. Le président de la République demande de faire des réunions à thème dont voici. Au lieu d'en faire une seule, on a pris l'initiative d'en faire quatre. Chaque soirée pour chaque thème. Qu'on puisse avoir suffisamment de temps pour s'exprimer, c'était notre choix. Donc évidemment après on s'inscrit ou pas dans le dispositif. Demain, c'est effectivement « démocratie et citoyenneté » et après c'est « transition écologique ». Ce sont des thèmes qu'on nous impose. Moi je réponds aux demandes du président de la République, la partie fiscalité et finances, la partie là, on l'a évoqué dès la première réunion, je pense que certains d'entre eux étaient présents.*

Ce n'est pas ce que je reproche. Ce que je reproche, c'est vous avez vu, tous les interlocuteurs aujourd'hui sont revenus tout le temps sur le même problème.

*Je peux vous poser une question point ? on parle d'évasion fiscale. Beaucoup de chefs d'entreprises, beaucoup de gens qui sont... vous n'êtes pas choqués par les footballeurs ? par les salaires des footballeurs ? ça ne vous pose pas problème quand on en voit certains qui tire le diable par la queue pour aller voir un match de foot qui payent leur place 50 € pour voir des mecs qui se blessent à la vitesse grand v, mais qui sont payés des sommes astronomiques et qui font de l'évasion fiscale parce que c'est pas placé en France. Et là par contre, on n'entend pas ça dans les débats et il y a un moment on y va tous au stade.*

*Je sors du sujet parce qu'on me ramène sur l'aspect de l'évasion fiscale. Alors, on va revenir sur le sujet vous voulez prendre la parole ? Allez-y.*

Le football c'est une entreprise privée une personne qui rentre une qui sort. On ne met pas le couteau sous la gorge pour tel ou tel montant, pour tel ou tel joueur, c'est en fonction des rentrées d'argent qui vont évaluer la masse salariale. C'est une entreprise privée, s'ils ne souhaitent pas payer aussi bien leurs joueurs, ils ne le font pas. Je ferme la parenthèse, car je pense que l'on n'est plus dans le sujet, après les gens ne sont pas obligés d'aller les voir aussi.

Et puis l'évasion fiscale ça n'a strictement rien à voir.

*J'ai fait une erreur. Revenons au sujet mais simplement pour dire que la réunion précédente, on a parlé d'évasion fiscale, on a parlé de chef d'entreprises, effectivement les chefs d'entreprises sont des gens*

*pour certains qui ont peut-être tendance à tricher, je l'ai entendu la semaine dernière mais il y a aussi des choses aberrantes que personne n'évoque. C'est mon avis, maintenant revenons sur le sujet.*

**Philippe. Habitant du Pallet.**

Je suis agent public de pôle emploi. J'ai intégré le service public en 2001 par voie de concours car à l'époque c'était par voie de concours. Ça s'appelait l'ANPE, jusqu'en 2008-2009 date de la fusion des services Assedic et ANPE qui ont donné pôle emploi. Ce qui fait que depuis, la plupart des agents pôle emploi sont des agents de contrat de droit privé donc comme une entreprise privée et qui sont soumis aux aléas d'un contrat privé avec un début, voir une fin. Avec sanction si nécessaire.

Pour ma part, je n'ai pas fait ce choix. Pas pour des raisons économiques, parce que à la différence de mes collègues, c'est à quelques milliers d'euros en moins pour moi sur une année, alors je ne me plains pas.

Pourquoi j'ai décidé de ne pas renoncer à ce statut ? qu'est-ce que je mets derrière ce statut ? et là on revient vers le débat. Le service public c'est au service de l'intérêt général. Dans le domaine de l'emploi, pôle emploi a une mission de service public auprès des personnes privées d'emploi. La plupart des personnes que nous rencontrons, ce sont des personnes qui ont perdu leur emploi suite à une fin de CDD, suite à un licenciement ou une démission. Les primo demandeurs d'emploi ne sont pas majoritaires, à peu près la moitié sont indemnisés entre parenthèses, ce qui veut dire que la moitié ne le sont pas. qu'est-ce que me donne ce statut à moi dans l'exercice de mes fonctions ? pour moi, c'est la garantie d'assurer un service équitable à la personne que j'ai de l'autre côté du bureau, qu'elle soit indemnisée ou pas, qu'elle soit jeune ou senior, qu'elle soit diplômée ou pas, que ça soit un cadre qui sorte d'un Burn out, que ça soit quelqu'un qui n'a eu aucun problème dans sa vie professionnelle, peu importe, je les accueille de la même façon, je les écoute de la même façon et j'essaie dans la mesure du possible de rendre le service de la même façon. Pôle emploi est un opérateur parmi d'autres, mais je pense que le jour où pôle emploi, s'il est décidé de le faire disparaître, il faudra se poser la question : est-ce que cette équité de traitement sera assurée par ceux qui feront le service à la place de pôle emploi ? qu'il soit régionalisé ou pas, j'ai entendu en début de réunion, je serais curieux de voir si le service sera le même en région Auvergne ou en région parisienne. Est-ce que ce service sera orienté pour former des bataillons d'ouvriers pour les chantiers de l'Atlantique ? ou est-ce que on tiendra compte du projet professionnel de la personne et de sa volonté d'évolution de carrière qui n'a pas lieu d'être dans les chantiers de l'Atlantique ? c'est ça, pour moi, un service public, et c'est pour ça que moi je n'ai pas renoncé. Petite parenthèse, j'ai 2 jours de carence, et je suis agent public. Je termine, je n'avais rien préparé mais la réalité pour moi c'est une centaine de demandeurs d'emploi dont je m'occupe, dont je suis en charge, sachant que j'ai les personnes les plus éloignées de l'emploi, pas forcément les personnes au fond du trou, mais des personnes qui ont besoin de plus de temps pour trouver un emploi. 100 personnes en moyenne. D'autres collègues, ce sont 200 pour les personnes qui sont moyennement éloignées et les plus autonomes, c'est 300 à 400 dans une agence locale de la région nantaise. Sachant qu'en région parisienne, on peut aller jusqu'à plus haut dans les chiffres. Donc après la question que

l'on se pose, c'est effectivement, est-ce que le service est rendu ou pas ? est-ce qu'on donne les moyens ou pas ? à moins que nos moyens soient orientés vers autre chose car effectivement quand la même personne est la personne qui aide dans la recherche d'emploi et la personne qui sanctionne, ça change la vocation du service.

Voilà, c'était quelques petites réflexions que je livrais comme ça. Moi, je n'ai pas de solution mais voilà. Je pense qu'il faut préserver l'intérêt général à travers nos services publics.

Effectivement, on n'est pas toujours du même avis et pourtant sur le fond je suis sûr qu'on est beaucoup plus proche mais si j'ai bien entendu, parce que je serai fonctionnaire, je serai plus soucieux du bien commun que si j'étais de droit privé. Est-ce que cela veut dire que par exemple un enseignant du privé et moins soucieux du bien des élèves qui l'a en face d'un enseignant qui est de statut public ?

Je pose la question quand même. Est-ce le statut qui fait l'honnêteté de la personne ? Ce n'est pas pour le plaisir d'avoir raison. comment avoir un débat contradictoire c'est-à-dire avoir des avis différents et en même temps essayer d'avancer.

je suis d'accord avec ce qui a été dit sur le prix des fleurs de je ne sais pas qui ; je suis d'accord sur les abus ; bon ça fait des chiffres tout ça ; mais à côté de ça est-ce que l'on se rend compte que l'on est comme, vous savez, comme les vieilles maisons des gens qui vivaient dans des grandes maisons et parce qu'il y a eu une fortune il y a eu du bien, il y a eu de l'argent, et puis on n'a plus les moyens aujourd'hui, la situation de notre maison France c'est 2000 milliards de dette. Mais ça, ça veut dire 33 milliards d'intérêts, sans parler de commencer à rembourser. Ce qui signifie par citoyen français, cela fait plus de 400 € que chacun paye en intérêts de la dette, et la date pour le moment on ne nous demande pas de la rembourser et pour le moment les intérêts sont mini mini.

Si on ne la rembourse pas la dette, c'est intéressant de savoir qui prête cet argent. C'est qui ? Ceux qui nous volent et la plupart, c'est ceux qui ont de l'argent placé.

Autrefois, à la poste on allait pour téléphoner, envoyer un télégramme, on mettait des timbres sur les lettres, on mettait du courrier. Aujourd'hui, on envoie rarement un courrier, quand on fête un anniversaire, on envoie un mail, un texto, il y a beaucoup moins d'activités et je repose la question si on ouvre un bureau de poste à Treillières qui va le payer ? à chaque fois qu'il y a un nouveau service il y a quelqu'un qui paye au bout du compte.

85 milliards, 100 milliards d'évasion fiscale... dans l'évasion fiscale, il y a quoi ? il y a effectivement les grands calculs avec les cabinets d'affaires, donc j'ai dit à la réunion précédente, qu'il fallait de la prison. Il y a le travail au noir également, et en réalité, la lutte contre cette évasion fiscale, elle n'est pas non plus inexistante, et ce n'est pas 80 milliards qui vont financer tous les services publics.

Si on prend aujourd'hui nos gilets jaunes fabriqués en Chine, mon téléphone fabriqué en Chine, ma télé fabriquée en Corée, à chaque fois que l'on dépense notre argent, on n'enrichit pas le pays. Il faut en être conscient et qu'est-ce qui fournit l'argent à l'état...

Moi, je vais rebondir là-dessus. Le nombre de contrôleurs a été diminué. Dès lors qu'on diminue le nombre de contrôleurs, on ne peut pas récupérer l'argent qui s'en va dans les paradis fiscaux, ça c'est évident. Si on restreint le nombre de personnes pour faire ce travail, les recettes diminuent aussi. Et puis il y a des choses sur lesquelles je ne suis pas d'accord et j'avais une idée par rapport à la santé. En fait, la sécurité sociale, elle a des difficultés. Souvent, on parle du trou de la Sécu, mais il faut se rendre compte que depuis une dizaine d'années, les mutuelles fonctionnent à plein régime et engrangent de beaux bénéfices.

Je suis tombé sur un chiffre récemment, alors c'est bête, mais je ne me souviens plus si c'est million c'est peut-être en million, les millions d'euros ou milliards, mais à la mesure de la France ça peut être possible... les mutuelles avaient généré 35 milliards ou millions d'euros et leurs frais de gestion était de 8 donc ça représente plus de 20 % donc la publicité, oui je crois qu'à un moment donné il faut se poser les bonnes questions et se dire qu'est-ce qu'on veut et ce qu'on veut continuer cette ascension de dépenses pour les mutuelles car avec cet argent là on pourrait payer des lunettes, on pourrait payer des dents, on pourrait faire plein de choses. Donc, comment revenir en arrière à un moment donné l'état du pays se délabre ; on voit que depuis 30 ans... moi, j'ai grandi dans un pays où il y avait plein d'espoir, c'est un pays où on pouvait espérer quelque chose et depuis 30 ans je l'ai vu régresser, je n'ai pas vu d'amélioration, donc je me dis comment faire ?

Je voulais justement en placer une concernant le système de santé. Il y a un autre bouquin qui me vient à l'esprit c'est le sociologue Jean bénéf, qui a sorti en 2005, la France malade des médecins dont le titre est assez racoleur et le livre est vraiment pas mal.

En substance, ce bouquin existe comment l'assurance maladie est une vaste entreprise de redistribution des plus pauvres vers les plus riches voilà.

Pour plusieurs raisons, les fractions sociales sont les plus gros consommateurs de soins médicaux remboursés quand on observe l'offre médicale, on la retrouve principalement en termes statistiques. bien sûr, là où il y a le plus d'argent, on parle même d'une ceinture médicale, il y a des déserts médicaux et il y a des endroits où il y a une offre médicale très importante.

En ce qui concerne le radiologue qui est parti de Vallet, j'ai toujours trouvé ça curieux que des libéraux qui sont selon le secteur, selon le conventionnement, ils sont payés par de l'argent public comme des fonctionnaires avec le ticket modérateur, certes, mais ils peuvent s'installer où ils veulent donc c'est un curieux paradoxe.

En ce qui concerne les dépenses publiques, de toute façon, cela fait plus d'un siècle que l'incorporation médicale est extrêmement puissante et très bien macérée politiquement, qu'on ne fera jamais rien pour les contrarier, de toute façon le lobbying en la matière est extrêmement puissant. Je ne sais pas à quelle échelle ça peut se jouer, mais ce qui peut aller dans la restriction du pouvoir médical, sens de très important et d'une manière générale et si on peut contraindre des professionnels de santé à s'installer de sorte que l'on puisse aller dans le sens du service public... d'une manière générale tous les ministres de la santé sont des médecins de profession, il me semble, c'est tout.

*Alors qui voulait poser une question ?*

[ ]

Alors, je n'ai rien préparé du tout.

Simplement, je rebondis sur ce que vous venez de dire. Je trouve un peu navrant évidemment, nous vivons une période pas simple pour tout un chacun, pour bon nombre je pense, je dis clairement ici, je pense être privilégié par rapport à ce que je peux entendre et ce qui se passe à la porte de chez moi.

Maintenant je n'ai pas l'impression que nous vivons, nous vivions dans un pays ou une région en régression, moi j'ai le sentiment au contraire, tout est fait en périphérie des grandes villes, où on a fait le choix de s'installer, il y a 15 ans à 30 km de Nantes, et je trouve les services publics effectivement, il y a beaucoup à redire, mais pour recentrer sur le territoire, je trouve qu'en France, beaucoup de moyens ont été mis en œuvre pour améliorer le cadre de vie au quotidien. Notre cadre de vie, c'est-à-dire en terme environnemental, en terme moi j'ai des enfants, on vit dans une ville qui compte 8-9000 habitants, ce n'est pas énorme à côté de Nantes. Maintenant, depuis toujours, je n'ai pas eu des kilomètres à faire, si ce n'est rarement pour voir un spécialiste peut-être à Nantes. On a des collèges, on a des lycées, nous avons des programmations, des infrastructures culturelles qui permettent quand même sans aller très loin de bénéficier, je suis très attaché à la culture, c'est un cheval de bataille. Voilà je pense qu'il n'y a beaucoup pas faire, mais je vous rejoins sur les transports. Si j'avais une chose à dire ça serait effectivement si on pouvait désengorger la circulation sur Nantes je serai la première... mes enfants deviennent ados, il y en a un qui a pris le car pour la première fois parce que je lui ai interdit de prendre le train au Pallet, car ça coûte très cher, 4 € pour aller, 4 € pour revenir. Maintenant ça a pris 45 minutes pour vérifier les horaires de car, de les briefier pour leur dire ne ratez pas votre car à Nantes parce qu'on ne va pas se coltiner Nantes à 18h, donc j'aimerais Oui qu'il y ait de manière transversale entre les petites communes, pour que nos enfants ou les grands-parents ou autre, aillent au Loroux-Bottreau comme vous dites, ou à Clisson, davantage de transports sur Nantes et cetera. J'essaie d'avoir une vision positive en me disant qu'aujourd'hui tout n'est pas noir sur les moyens qui sont mis en œuvre à l'échelle territoriale, mais c'est insuffisant. Alors au niveau médical, puisque vous parliez des médecins, je ne suis pas médecin, ni prof, ni quoi que ce soit, maintenant on a 8 ou 9 médecins sur Vallet, effectivement je pense que peut-être pour désengorger encore une fois la fréquentation des urgences ou des maisons médicalisées, des choses pourraient être mises en place pour que des médecins assurent davantage de permanences le weekend par exemple. Je ne suis pas là pour refaire la politique française mais ça permettrait juste les professionnels urgentistes de travailler réellement pour les besoins d'urgence car on a tous emmener nos enfants aux urgences alors que je savais que ce n'était pas nécessaire mais si j'avais pu faire autrement j'aurais fait autrement sauf qu'à 2h du matin on ne peut pas toujours faire autrement à Vallet. Et si je l'ai fait ce jour-là, ce n'était pas de gaieté de cœur.

*Il est 9h45 donc ça fait déjà 1h45 que l'on est tous ensemble. Est-ce qu'il y a deux dernières questions des interventions ? sinon on clôture pour cette soirée et on vous donnera rendez-vous demain soir. Oui, allez-y.*

Je voulais revenir sur ce que vous avez dit sur le bénévolat.

Je voulais que cela soit redit, c'est très bien mais c'est comme les restos du cœur, c'est super mais ça ne devrait pas exister. Tant que ça existera, il y aura un problème dans les services publics de l'État, donc moi je suis clairement pour le transport public gratuit comme ça existe dans certaines villes plus ou moins grande en France, je ne suis pas sûr à Niort, il y a des villes comme ça, moyennes où ils arrivent à mettre en place la gratuité du service public. Il faut savoir, ça permet, quand on cherche un emploi, de pouvoir aller d'un point à un autre sans être dépendant de quelqu'un.

Quelqu'un qui est sans emploi ou qui n'a pas de voiture et qui n'a pas les moyens de l'entretenir n'est pas mobile pour aller chercher et encore là quand je parle de Nantes plein nord à plein sud, et bien à chaque fois de payer de payer, ce n'est pas obligatoirement possible. Donc je suis clairement pour la gratuité des services publics de transport dans les municipalités sachant que cela existe à droite à gauche, j'imagine que c'est généralisable.

On parlait tout à l'heure de la sécurité sociale et des mutuelles. Je suis d'accord qu'il y en a qui s'engraissent pendant que l'on dénonce les comptes des autres. C'est comme quand on regarde un gâteau, il y a un seul gâteau et quand la part s'amenuise chez certains, c'est qu'elle s'agrandit chez l'autre, mais ce n'est pas le gâteau qui rétrécit ou qui grossit, c'est le même gâteau, donc clairement les mutuelles mise à part se faire du fric et dépenser inutilement de l'argent dans la pub, dans le fonctionnement marketing, et cetera, ça rend les services bien plus chers que la sécurité sociale. Il me semble que dans l'Est, je ne veux pas dire de bêtises sur les régions mais je crois que c'est l'Alsace où il y a une sécurité sociale quasi intégrale où les comptes sont au vert. Bizarrement je trouve que si on supprimait les mutuelles clairement honnêtement et qu'on installait une sécurité sociale intégrale, je pense que les comptes reviendraient au vert et ça serait bien pour tout le monde. Je pense qu'à l'époque où cela a été mise en place la sécurité sociale, les CHU étaient propriétaires de ce qu'ils avaient fait construire, on n'avait pas besoin de faire des partenariat public-privé pour changer une porte à 15000 € pièce, avec des entreprises privées qui viennent faire les travaux dans ces hôpitaux. Voilà.

*Dernière intervention et on va clôturer.*

Je voudrais revenir sur les mutuelles où on voit que c'est qu'une question d'argent.

Depuis le début 2018 on a rendu les mutuelles obligatoires par rapport à l'entreprise. Un exemple type, je payais 70 € par mois pour 3 parts et maintenant j'en paye 100 € parce que j'ai dû prendre la mutuelle obligatoire dans l'entreprise donc ce n'est encore qu'une question d'argent.



*C'est-à-dire que vous êtes moins bien remboursé en étant dans une entreprise ? Ça c'est bizarre.*

Je voudrais revenir sur ce qui est des mutuelles.

Au niveau des mutuelles, il y a mutuelle et mutuelle. Quand on regarde dans « que choisir » les vraies mutuelles sont celles qui sont à but non lucratif car on dit que les assurances font office de mutuelles, donc les assurances ce n'est pas pareil, ils font des plus gros bénéfices que les mutuelles mutualistes. Tout le monde fait n'importe quoi, les banques font des mutuelles, les assurances font des mutuelles, ce n'est pas du tout ça, ce n'est pas la même chose. Il y a des villes qui se sont regroupées pour créer une mutuelle. Chacun a une mutuelle individuelle, des retraités qui payent très cher. Si on analyse bien chacun, on verrait qu'il y en a qui paye beaucoup de mutuelle alors qu'il pourrait se passer de certaines options donc la ville pourrait mettre en place je sais que ça existe, la ville a fait un regroupement de personnes et ça fait beaucoup d'adhérence pour avoir des tarifs intéressants. Comme beaucoup d'entreprises, plus il y a de monde, plus la mutuelle est moins chère et puis il analyse les besoins. bien souvent il y en a qui payent très cher si on analysait le cas de chacun, cela ferait un gain de pouvoir d'achat. Sur les mutuelles, il y en a qui prennent des options, c'est du n'importe quoi, les mutuelles très chères, je ne citerais pas de nom, ce sont des assurances. Il faut peut-être regarder de ce côté-là et créer un truc mutualisé de la ville. C'est possible je sais que ça se fait dans certaines villes, un regroupement et des gens qui adhèrent à ces mutuelles-là, beaucoup de retraités qui ont des mutuelles individuelles dans les entreprises, c'est obligatoire d'avoir une mutuelle mais en dehors de ça si on est retraité chacun se débrouille pour trouver une mutuelle au meilleur prix, ils sont un peu paumés, certains payent très cher. Donc, il serait possible de revoir un service comme ça qui pourrait réétudier une mutuelle de chacun, analyser tout ça, il y a sûrement un lien à faire de ce côté-là aussi.

(Intervention inaudible)

Je vous propose que l'on clôture la soirée, cette réunion pour ce soir. Je vous donne rendez-vous demain soir, même heure, à 20h, ici même. On essaiera de réorganiser les chaises pour que l'on puisse passer entre vous. Je vous souhaite une bonne soirée et donc l'enregistrement va être saisi et on vous donnera les copies, ce qui souhaiteront recevoir les comptes rendus de ces réunions, je vous invite à mettre sur la feuille qui est à l'arrière là-bas, vos coordonnées et surtout vos adresses mails. Merci à tous.

*Retranscription en date du 26 février 2019.*